

Cadre financier pluriannuel: l'ADLE met en garde le Conseil contre tout d?ni de d?mocratie

Publi? le: 06-06-2013



Les d?mocrates et lib?raux sont pr?occup?s par l'?volution des discussions au sein du Trilogue entre le Parlement, le Conseil et la Commission sur le prochain Cadre financier pluriannuel. La pr?sidence irlandaise ne dispose visiblement pas des marges de manoeuvre n?cessaires pour rencontrer les demandes du Parlement: clause de r?vision obligatoire, flexibilit? entre les ann?es et les rubriques en paiement et engagement, syst?me de ressources propres, un budget moderne et innovant.. Cette intransigeance est d'autant plus surprenante qu'aucune querelle de chiffres n'oppose les deux Institutions. Le Conseil refuse en fait au Parlement, non seulement l'exercice ?quitable de ses pr?rogatives budg?taires, mais surtout conteste sa l?gitimit? d?mocratique puisqu'il refuse le principe d'une r?vision obligatoire de ce cadre financier lors de la prochaine l?gislation, emp?chant ainsi le prochain parlement, qui sera ?lu en 2014 d'avoir son mot ? dire sur un cadre financier pluriannuel qui couvrira la totalit? de la prochaine l?gislation.

Guy VERHOFSTADT, pr?sident de l'ADLE, a d?clar? : "Le Conseil aurait tort de vouloir nous enfermer dans le r?le du m?chant. Nous ne demandons pas un sou de plus que les montants d?cid?s par les Etats membres. Mais la moindre des choses dans un syst?me parlementaire, c'est que les d?put?s, ?lus des citoyens europ?ens, puissent aussi d?cider des priorit?s de d?penses. Nous en sommes la parce que le budget de l'UE est aliment? par les budgets nationaux. C'est pourquoi nous revendiquons plus que jamais une avanc?e sur le syst?me de ressources propres afin que l'UE dispose d'un syst?me de financement autonome, ?quitable, transparent et qui soit aussi compr?hensible pour le citoyen europ?en. Il ne s'agit pas d'augmenter la charge du contribuable mais, au contraire, de r?duire la pression sur les budgets nationaux".

Anne JENSEN (Venstre, Danemark), porte parole de l'ADLE au trilogue, a ajout?: " C'est extr?mement frustrant apr?s trois r?unions d'entre si peu avanc?s et je vois mal comment conclure le 11 juin comme le veut la pr?sidence. Le Conseil refuse toute clause de r?vision obligatoire et r?cuse m?me d'avance toute port?e ? cette r?vision. Concernant la flexibilit?, la pr?sidence ne pr?sente strictement rien de neuf alors que nous tenons fermement ? une flexibilit? maximale tant en paiements qu'en engagements, afin d'assurer que les ressources budg?taires pourront ?tre utilis?es au maximum et de la fa?on la plus appropri?e".

Jan MULDER (VVD, Pays-Bas), coordinateur de l'ADLE au sein de la commission des Budgets, a poursuivi: "Sur les dix derni?res ann?es, les budgets des Vingt Sept Etats membres ont augment? globalement bien plus que le budget europ?en, malgr? l'adh?sion sur cette p?riode de douze nouveaux Etats membres et bient?t d'un treizi?me. La r?alit? budg?taire et comptable plaide pour que les pr?rogatives du Parlement soient pleinement respect?es. Nous ne demandons pas plus d'argent mais ? ce qu'il soit mieux employ?. Et ce ne sont pas les Etats membres, dont la gestion des Fonds structurels

Cadre financier pluriannuel: l'ADLE met en garde le Conseil contre tout d?ni de d?mocratie

et agricoles est йpinglйe depuis 18 ans par la Cour des comptes, qui vont nous donner des leçons." George Lyon (LibDem, Royaume-Uni), vice-prйsident de la commission parlementaire du budget a conclu: "Compte tenu de la situation йconomique a laquelle les йtats membres sont confrontйs, l'ADLE ne conteste pas le montant total convenu par les chefs d'Etats et de gouvernements. Ce qu'il nous faut, cependant, c'est un budget moderne qui soutiendrait la croissance, l'emploi et la compйtitivitй dans l'Union europйenne. L'un des secteurs qui doit retenir notre attention est le transfert de ressources provenant d'autres domaines du budget afin de renforcer les prioritйs dans le domaine de la recherche, du dйveloppement et de l'innovation ainsi que des projets d'immobilisations et d'infrastructure, comme le numйrique, le transport et l'agenda de l'йnergie dans le cadre du mйcanisme pour l'interconnexion en Europe"